



Section V. Termes de référence

Programme MCA-Morocco (Compact II)

**TERMES DE REFERENCE POUR LA SELECTION D'UN PRESTATAIRE
CHARGÉ DE L'APPUI TECHNIQUE ET SOCIAL A LA REALISATION DE
L'OPERATION DE MELKISATION DES TERRES COLLECTIVES SITUEES EN
TOTALITE OU EN PARTIE
DANS LES PERIMETRES D'IRRIGATION DU GHARB ET DU HAOUZ**

Novembre 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	86
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	88
GLOSSAIRE	90
1. ELÉMENTS DE CADRAGE	95
- Le Compact II entre MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc	95
- Le projet « Productivité du foncier »	95
- Les terres collectives au Maroc	95
- La melkisation de terres collectives régies par le Dahir n°1-69-30	96
- L'activité « Foncier rural »	97
- Environnement institutionnel	99
- Evaluation de l'impact social	100
- Contributions au dispositif de suivi-évaluation de MCA-Morocco	101
- Objectifs et étapes de l'opération de Melkisation	101
2. DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE	101
<i>tâche A. élaboration de la démarche méthodologique</i>	<i>103</i>
a- Actions à mener	103
b- Livrables	103
<i>tâche b. activités transversales à l'opération de melkisation</i>	<i>104</i>
- Tâche B.1 : Evaluation de l'impact social	104
a- Actions à mener	105
b- Livrables	106
- Tâche B.2 : Conception et mise en place d'un Système d'information géographique	107
a- Actions à mener	107
b- Livrables	108
- Tâche B.3 : Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)	109
a- Actions à mener	109
b- Livrables	110
<i>tâche c. mise en œuvre effective de la melkisation</i>	<i>110</i>
- Tâche C-1. Appui à l'établissement de la liste des Ayants droit (AD)	110
a- Actions à mener	110
b- Livrables	111
- Tâche C.2 : Reconnaissance et délimitation de l'assiette foncière de la CE à melkiser	111
a- Actions à mener	111

b- Livrables	112
- Tâche C.3 : Enquête de terrain	112
- Tâche C-3-1 : Supports de l'enquête de terrain	112
a- Actions à mener	113
b- Livrables	113
- Tâche C-3-2 : Mise en œuvre de l'enquête.....	114
a- Actions à mener	114
b- Livrables	116
- Tâche C.4 : Etablissement du plan de lotissement	117
a- Actions à mener	117
b- Livrables	118
- Tâche C-5. Exécution du plan définitif de lotissement	119
a- Actions à mener	119
b- Livrables	120
- Tâche C-6. Constitution des dossiers de melkisation pour attribution des lots aux AD.....	121
a- Actions à mener	121
b- Livrables	122
<i>tâche d. capitalisation de la démarche</i>	<i>123</i>
a- Actions à mener	123
b- Livrables	124
3. RÉCAPITULATIF D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	124
4. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE	126
- Qualifications du personnel clé	127
- Qualifications du personnel non clés.....	130
5. LIVRABLES	133
- Calendrier des livrables.....	133
- Rapports trimestriels	135
- Autres livrables	136
- Rapport de sortie du projet	137
- Contrôle de qualité	137
6. CALENDRIER DES LIVRABLES ET DES PAIEMENTS	138

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AD	Ayant Droit (d'une Collectivité ethnique)
ANCFCC	Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie
APL	Avant projet de lotissement
BO	Bulletin officiel
CE	Collectivité Ethnique
CC	Commission Centrale
CP	Commission Provinciale
CPR	Cadre de politique de réinstallation
DAAJ	Direction des Affaires Administratives et Juridiques
DAR	Direction des Affaires Rurales (Ministère de l'Intérieur)
DFR	Direction du Foncier Rural
EIS	Etude d'Impact Social
GdM	Gouvernement du Maroc
IGT	Ingénieur géomètre topographe
MCA	Millennium Challenge Account- Morocco (Agence MCA-Morocco)
MCC	Millennium Challenge Corporation
MAPMDREF	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
MI	Ministère de l'Intérieur
NP	Normes de performance (de la SFI)
ORMVAG	Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb
ORMVAH	Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Haouz
PAGIS	Plan d'action genre et inclusion sociale
PAPs	Personnes affectées par le projet
PAR	Plan d'action de réinstallation
PDL	Plan définitif de lotissement
PEPP	Plan d'engagement des parties prenantes
PGS	Plan de gestion sociale
PPI	Parties prenantes institutionnelles
PRME	Plan de restauration des moyens d'existence
PSE	Plan de suivi et évaluation
SGD	Système de gestion des doléances
SGES	Système de gestion environnemental et social
SIG	Système d'Information Géographique

SFI	Société Financière Internationale
S&E	Suivi et évaluation
TC	Terres Collectives
TF	Titre foncier

GLOSSAIRE

Assainissement : Opération technique et juridique consistant à apurer (préciser et formaliser) la situation foncière des terres à travers l'immatriculation et la radiation de toutes les charges affectant le Titre Foncier (TF) mère.

Assiette foncière : Espace physique défini par les normes cadastrales d'un territoire pouvant faire l'objet d'immatriculation foncière.

Ayant droit : Personne détenant un droit de propriété ou d'usage sur les terres de la collectivité ethnique situées dans les périmètres irrigués du fait de son appartenance à cette collectivité.

Bornage : Opération réalisée par un Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) et visée par le service du Cadastre, consistant à identifier les propriétés et délimiter les assiettes foncières objets de la réquisition de l'immatriculation par la pose de bornes.

Bour : Terre dont l'activité agricole dépend essentiellement de la pluviométrie.

Certificat de propriété : Document délivré par la Conservation Foncière attestant de la situation juridique et matérielle d'un immeuble au moment de la présentation de la demande.

Collectivité ethnique : Personne morale constituée de personnes se réclamant d'une même ascendance et qui considère avoir en commun une terre, une histoire, une culture et un mode de vie.

Collectiviste : Statut reconnu par la Collectivité à un de ses membres dont le nom figure sur la liste des ayants droit homologuée par arrêté du Ministre de l'Intérieur et publiée au Bulletin Officiel.

Commission centrale : Appelée « Commission Centrale d'Assainissement de la situation foncière des terres collectives situées à l'intérieur du périmètre d'irrigation », elle est composée des parties prenantes institutionnelles dont le Ministre de l'Agriculture, la Direction des Affaires Rurales et l'ANCFCC. Cette Commission est chargée de rechercher les solutions aux problèmes qui entravent l'opération de melkisation.

Commission provinciale : Structure administrative composée des représentants des parties prenantes institutionnelles au niveau de la province, elle permet une mise en synergie et une collaboration des acteurs lors de la réalisation des différentes phases de la procédure de melkisation. Elle a pour mission d'assurer le suivi de l'opération de melkisation, de trouver des solutions aux contraintes techniques et juridiques et de traiter les doléances exprimées par écrit ou spontanément par les personnes affectées par

l'opération. La relation entre la Commission Centrale et la Commission Provinciale est précisée dans l'accord d'exécution.

Compensation : Mécanisme qui permet d'indemniser ou de compenser une personne ayant subi un préjudice donné.

Dahir : Texte de Loi ou Décret Royal. C'est aussi le procédé constitutionnel de promulgation des lois au Maroc.

Délimitation administrative : Procédure administrative pour fixer les limites matérielles d'une propriété de l'Etat. Elle est réglementée par le Dahir du 18 Février 1924 portant règlement spécial relatif à la délimitation des terres collectives. La délimitation administrative constitue une présomption de propriété d'une terre donnée. Elle définit le nom du bien, ses limites, les riverains, les enclaves et les droits d'usage éventuels.

Droit de jouissance : Droit de percevoir les fruits d'un bien et d'en disposer avec l'accord du détenteur de la nue propriété.

Etude d'Impact Social : Processus qui détermine et évalue les risques d'incidences sociales d'un projet.

Enquête de terrain : Enquête de terrain administrée sur les parcelles et les ménages qui leur sont liés.

Etat parcellaire : Liste indiquant l'identité de l'exploitant, son lien avec la terre, le numéro de la parcelle, l'adresse et la superficie totale (déclarée et levée) de la parcelle en mètre carré.

Genre (Approche) : Processus d'évaluation des implications pour les femmes et les hommes de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou les programmes. C'est également une stratégie pour intégrer les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines.

Groupe ou personne affecté(e) : Groupe ou personne qui, de manière directe ou indirecte, est impacté, positivement ou négativement, par le projet.

Groupe défavorisé : Groupe de personnes pauvres vivant dans des conditions de vie précaires.

Groupe vulnérable : Groupe de personnes à risque de pauvreté et d'exclusion sociale et dont le faible revenu est persistant.

Homologation : Certification administrative de la conformité à la réglementation.

Immatriculation foncière : Opération qui consiste à immatriculer un immeuble suite à une procédure d'assainissement, donnant lieu à l'établissement d'un titre foncier qui annule tous titres et purge tous droits antérieurs qui n'y seraient pas mentionnés, et à l'inscription sur le titre foncier établi de tout acte et fait portant constitution, transmission,

modification, reconnaissance ou extinction de droits réels ou charges foncières relatifs à l'immeuble qui en fait l'objet.

Impacts environnementaux : Ensemble des modifications qualitatives, quantitatives et fonctionnelles de l'environnement (négatives ou positives) engendrées par un projet, un processus, un procédé.

Inclusion sociale : Processus qui garantit que les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale obtiennent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle et bénéficient pleinement des possibilités d'accès à l'emploi, au revenu et à l'éducation. L'inclusion sociale leur garantit une meilleure participation aux processus de prise de décision qui affectent leur vie et le respect de leurs droits fondamentaux, dont les droits fonciers.

Levé topographique : Opération technique consistant à relever sur le terrain des données relatives aux limites et détail d'un terrain en vue de leur report, à l'échelle, sur plan ou sur carte.

Liste des ayants droit : Liste des personnes considérées comme ayant un droit sur une terre collective. Pour avoir une valeur juridique opposable, cette liste doit être publiée au Bulletin Officiel.

Lotissement agricole : Division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière, ou de plusieurs unités foncières contiguës, ayant pour objet de créer un ou plusieurs lots destinés à être exploités.

Médiation : Entremise, intervention d'un tiers, destinée à amener un accord à l'amiable entre parties prenantes.

Melkisation : Opération consistant à passer d'une propriété d'une collectivité ethnique dans l'indivision à une propriété individuelle privée par ayant droit.

Melk : Propriété privée.

Normes SFI : Les Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) sont des références utilisées au plan international pour identifier et gérer les risques environnementaux et sociaux. Ces normes forment partie des lignes directrices environnementales de MCC.

Naib (sing.) / nouab (plur.) : Représentant légal de la collectivité ethnique, élu par les collectivistes et dont les fonctions sont enterminées par décision administrative.

Occupation du sol : Couverture physique et biologique des terres.

Partie prenante : Acteur individuel ou collectif (groupe de personne ou organisation), activement ou passivement concernés par le projet.

Plan d'Engagement des Parties Prenantes : Outil permettant d'identifier l'ensemble des individus, groupes et institutions concernés par le projet, de les sensibiliser et les informer, dans l'objectif de les mobiliser, recueillir et traiter leurs doléances.

Périmètre irrigué : Territoire à usage agricole sur lequel est aménagé une infrastructure d'irrigation.

Plan parcellaire : Plan sur lequel figurent les limites de parcelles des exploitants d'une assiette foncière avec un tableau de contenance définissant la superficie par parcelle.

Partie Prenante Institutionnelle : Acteur institutionnel concerné par le projet, soit par son domaine d'activité, soit par ses prérogatives ou sa tutelle.

Propriété dans l'indivision : Situation dans laquelle plusieurs personnes sont titulaires d'un droit de propriété et dont les quotes-parts sont définies ou non, sur une même propriété.

Regroupement de parcelles : Opération réalisée en accord avec les ayants droit pour regrouper leurs parcelles dispersées en un seul lot de superficie plus ou moins équivalente à l'ensemble desdites parcelles. Ces parcelles peuvent appartenir à un même ayant droit ou à plusieurs, l'objectif étant de constituer des lots dont la superficie est égale au moins à 5 Ha conformément au code des investissements agricoles.

Remembrement : Travail groupant et redistribuant les parcelles disséminées, morcelées ou de forme irrégulière, de manière à constituer des domaines d'un seul tenant ou à grandes parcelles groupées et de bonne configuration, permettant en particulier l'établissement d'accès, l'irrigation et l'écoulement des eaux, et propres à bénéficier des améliorations foncières.

Réinstallation : Désigne un déplacement physique (déménagement des suites de la perte d'un bien immobilier) et/ou un déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à des actifs induisant une perte de source de revenus ou de moyens d'existence) liés à un projet.

Réquisition d'immatriculation : Demande formulée par un prétendant à un droit réel sur une propriété, auprès de la conservation foncière, pour déclencher la procédure d'immatriculation dans l'objectif d'inscrire, au terme du processus, ledit droit sur les livres fonciers.

Système de gestion des doléances : Mécanisme de gestion des plaintes et réclamations de la population en rapport avec la mise en œuvre d'un projet.

Terres collectives : Terres qui appartiennent en pleine propriété à une ou plusieurs collectivités ethniques.

Titre foncier : Document qui garantit, sécurise et protège le droit de propriété. Le titre foncier a un caractère définitif, irrévocable et inattaquable. La personne ou les personnes qui y sont inscrites sont reconnues comme uniques propriétaires du terrain ou de l'immeuble concerné.

Transaction : Contrat par lequel les parties terminent ou préviennent une contestation moyennant la renonciation de chacune d'elles à une partie de ses prétentions réciproques, ou cession d'un droit par une partie à une autre (location, vente, etc.).

ELÉMENTS DE CADRAGE

Le Compact II entre MCC et le Gouvernement du Royaume du Maroc

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux grands projets à savoir : : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Productivité du foncier »

Le projet « Productivité du foncier », dont le budget est de l'ordre de 170 millions de dollars, vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$), qui fait objet de la présente prestation, a pour objectif de développer une nouvelle procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le Dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise en œuvre, à titre pilote, pendant une tranche de base, sur une superficie d'environ 51 000 hectares (Ha) bruts de terres collectives situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb, et, pendant une tranche optionnelle, sur une superficie d'environ 15 000 Ha bruts dans le périmètre d'irrigation de la Tassaout dans le Haouz.

Les terres collectives au Maroc

Les terres collectives (TC) concernent environ 4 600 Collectivités Ethniques (CE) et s'étendent sur environ 15 millions d'Ha. Elles revêtent une grande importance dans la vie sociale et économique du pays, mais, du fait notamment de leur statut foncier, leur potentiel agricole n'est que partiellement valorisé. En 2014, le Ministère de l'Intérieur a organisé des débats régionaux sur les enjeux de la gestion foncière de ces TC, desquels un certain nombre de propositions essentielles ont été tirées :

- Reconnaître un droit de propriété privée (Melk) sur les TC de culture (2 millions d'Ha dont environ 300 000 Ha en zone irriguée et 1 700 000 Ha en zone bour) ;

- Préserver le caractère collectif des terres de parcours tout en améliorant leur gestion pastorale ;
- Valoriser le potentiel agricole, pastoral et sylvicole des TC et promouvoir le développement économique, social et humain par des mesures d'accompagnement ;
- Introduire des changements dans la gestion foncière des TC situées dans les zones urbaines et périurbaines de manière à pouvoir les mobiliser dans le cadre des politiques et des aménagements urbains et à garantir les intérêts des membres des CE ;
- Procéder à une mise en œuvre progressive de ces changements, selon une démarche participative et inclusive préservant l'intérêt de l'ensemble des membres des CE et accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

Les TC sont régies d'une part par le Dahir du 27 avril 1919 (et ses modifications successives) qui reconnaît un droit de propriété de ces terres à une CE. Ce droit de propriété est exercé sous la tutelle administrative de l'Etat à travers le Ministre de l'Intérieur, et plus particulièrement la Direction des Affaires Rurales relevant de ce Ministère. Les membres de la CE sont représentés par une assemblée de délégués (les nouab). Traditionnellement, cette assemblée répartissait périodiquement les terres de la CE entre les collectivistes, lesquels disposaient alors d'un droit de jouissance accordé à titre provisoire. Lorsque le partage est effectué, ce qui est aujourd'hui le cas pour la plupart des collectivistes, ces derniers disposent alors d'un droit de jouissance à titre perpétuel. Les TC sont inaliénables (ne peuvent être cédées qu'aux acteurs publics), imprescriptibles (ne peuvent être acquises par prescription acquisitive) et insaisissables (ne peuvent pas faire l'objet de saisie et donc ne peuvent servir de garantie à un prêt hypothécaire).

Les TC situées en totalité ou en partie dans un périmètre d'irrigation sont régies par le Dahir de 1969 adopté dans le cadre du Code des investissements agricoles qui promeut le développement de l'agriculture comme un des piliers fondamentaux de la politique nationale de développement économique et social et définit les avantages offerts par l'Etat aux agriculteurs. Un aspect essentiel de cette politique agricole était de favoriser les investissements privés, grâce notamment à diverses formes d'appui apportées par l'Etat : réalisation d'infrastructures de base, mise en place de subventions, développement de la recherche agronomique et de l'enseignement agricole, investissements dans les périmètres d'irrigation (aménagement des périmètres, équipement des exploitations, etc.) et amélioration de la gestion foncière.

La melkisation de terres collectives régies par le Dahir n°1-69-30

Le « Dahir n°1-69-30 du 25 juillet 1969 relatif aux terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation » prévoit (i) qu'elles appartiennent dans l'indivision aux ayants droit (AD) de la CE et (ii) que la remise des titres de propriété aux AD attributaires des lots se fait après la réalisation des opérations de lotissement et d'attribution. On entend par

melkisation le processus suivant :

- L'assainissement de l'assiette foncière de la CE devant déboucher sur la constitution d'un titre mère de propriété au nom de la CE et la détermination du territoire melkisable et à melkiser ;
- L'établissement par les nouab de la liste des AD et la publication de cette liste au Bulletin Officiel ;
- La réalisation d'une opération de lotissement qui se traduit par l'éclatement du titre foncier mère en titres fonciers individuels ;
- L'attribution des titres de propriété individuels au profit des AD.

Ce processus de melkisation permettra l'établissement des titres de propriété individuels au nom des AD. Ce faisant, ce processus contribuera à l'augmentation des revenus agricoles suite à l'accroissement des investissements productifs (sécurisation de la propriété, amélioration des sols, plantations, constructions pour l'élevage, etc.). Par ailleurs, comme le processus de melkisation ne se réduit pas à une simple opération d'immatriculation foncière, mais comporte aussi des opérations de lotissement assimilables à des opérations de remembrement agricole, il permettra :

- Une amélioration de la sécurité foncière favorisant l'investissement par les AD. Le regroupement, dans certains cas, des nombreuses parcelles appartenant à un seul ayant droit en un ou deux lots, favorisant l'amélioration de la productivité en facilitant la mécanisation et en réduisant les déplacements des agriculteurs ;
- Une meilleure gestion de l'eau d'irrigation ;
- Un accès à des crédits de montants plus importants et à des taux plus intéressants par rapport à une situation sans titre foncier individuel ;
- Une réduction des conflits fonciers grâce à la constitution des titres de propriété individuels ;
- Une dynamisation du marché foncier.

L'activité « Foncier rural »

L'activité « Foncier Rural » du Compact II entre le gouvernement du Royaume du Maroc et MCC vise la melkisation d'environ 51 000 Ha bruts de TC situées dans le périmètre d'irrigation du Gharb (région de Rabat Salé Kénitra) dans une tranche de base, et d'environ 15 000 Ha bruts de TC situées dans le périmètre d'irrigation de la Tassaout aval (région de Marrakech Safi) dans une tranche optionnelle, selon une nouvelle procédure optimisée en terme de délais et de coûts. En effet, des opérations de melkisation ont déjà été conduites auparavant, notamment dans les régions du Gharb et du Haouz, mais ces opérations n'ont pas encore totalement abouti et les délais de réalisation ont été très longs. L'objectif de l'activité est de concevoir et de mettre en oeuvre une procédure efficace permettant d'accélérer la melkisation des terres collectives. Celle-ci sera facilitée par l'exonération de

l'opération de melkisation des frais d'immatriculation⁵. Ces derniers constituaient une contrainte majeure pour les AD dont la majorité sont à faibles revenus.

Tous les acteurs concernés sont conscients que les délais des différentes étapes du processus de melkisation sont très longs et ne sont pas compatibles avec l'objectif du GdM d'achever ce processus dans des délais raisonnables compatibles avec la durée du Compact II. Pour analyser la situation de fait et définir les contraintes retardant les opérations de melkisation, des études préparatoires⁶ à la melkisation des terres collectives situées en totalité ou en partie dans le périmètre d'irrigation du Gharb (ORMVA du Gharb) ont été réalisées entre Juin 2015 et Mars 2018 par MCA-Morocco. A l'issue de cette étude, un certain nombre d'outils de mise en oeuvre ont été produits :

- ✓ **Une procédure optimisée de melkisation (annexe N°1)** a été élaborée sur la base d'un diagnostic de la situation actuelle et des opérations de melkisation déjà menées ou en cours dans le périmètre d'irrigation du Gharb. Cette procédure adoptée par le GdM, définit l'ensemble des tâches devant être réalisées pour mettre en œuvre le projet et préciser les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes institutionnelles (PPI) tout au long du processus ;
- ✓ **Une caractérisation des différents Collectifs (annexe N°2)** sur la base des enquêtes de terrain préliminaires auprès des CE cibles concernées;
- ✓ **Un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) préliminaire (annexe N°3)** a été préparée pour accompagner l'opération de melkisation dans le périmètre d'irrigation du Gharb comportant des éléments sur l'identification des parties prenantes, sur la stratégie à suivre, sur les activités d'information et de consultation, sur le système de gestion des doléances et sur les activités de réinstallation ;
- ✓ **Un questionnaire d'enquête parcelles et ménages (annexe N°4)** a été conçu dans l'objectif de préparer les opérations d'enquête de terrain et de production de l'état et du plan parcellaire. Les résultats constitueront la base d'information pour la réalisation de l'opération de melkisation (y compris l'élaboration de l'état de référence, de l'étude d'impact social et des plans pour atténuer ces impacts (PRMEs, PAR)).

⁵ Décret N°2-16-135 du 20 Avril 2016

⁶ Il s'agit principalement du « Rapport de cadrage pour le projet de melkisation des zones agricoles » réalisé par Antea-Group en 2015 et de « La préparation de melkisation de 46 000 Ha de terres collectives dans la région du Gharb » réalisée par le groupement FIAT en 2018.

Environnement institutionnel

L'Agence MCA-Morocco est le maître d'ouvrage de cette prestation. La Direction du Foncier Rural (DFR) relevant de cette agence est l'entité responsable de la mise en œuvre de l'opération de melkisation dans le cadre du Compact II. Elle est accompagnée et soutenue dans cette mission par les entités d'exécution qui joueront, étant donné leurs prérogatives institutionnelles, un rôle clé dans la mise en œuvre du processus de melkisation. La relation entre l'Agence MCA et ces entités est encadrée par l'accord d'exécution (**annexe N°5**). L'ensemble des parties prenantes institutionnelles (entités d'exécution) sont énumérées dans le tableau ci-après :

Entités	Central	Régional/Provincial (Provinces de Kenitra, Sidi Kacem et Sidi Slimane)	Local
Ministère de l'Intérieur (MI)	Direction des Affaires Rurales (DAR)	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétaires généraux des provinces - Chefs des DAR Provinciales - Membres de la Commission Provinciale 	<ul style="list-style-type: none"> - Chefs de cercles - Caïds - Agents auxiliaires d'autorité
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (MAPMDREF)	Direction des Affaires Administratives et Juridiques (DAAJ)	Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb	Arrondissements et Centre de Développement Agricole
Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)		Services extérieurs de l'ANCFCC	
MCA-Morocco	Direction du Foncier Rural (DFR)		

Lorsque l'option d'extension du projet au périmètre de la Tassaout aval aura été détaillée et activée par l'Agence MCA-Morocco, la liste des parties prenantes institutionnelles sera complétée des services extérieurs du Ministère de l'Intérieur et de l'ANCFCC de la province Kelaa des Sraghna et de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Haouz (ORMVAH).

Evaluation de l'impact social

Standards applicables

Les projets du Compact II sont mis en œuvre par l'Agence MCA-Morocco dans le respect des lois et des réglementations marocaines, des normes de performance (NP) en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société Financière Internationale (SFI-Groupe de la Banque mondiale), ainsi que de la Politique Genre et inclusion sociale de MCC. Conformément à la Politique Genre et inclusion sociale de MCC⁷, l'Agence MCA-Morocco a développé un Plan d'Action Genre et Inclusion Sociale (PAGIS, **annexe N°6**) qui traduit l'engagement des différentes parties prenantes à promouvoir l'équité et l'inclusion des populations vulnérables dans toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets du Compact II.

L'objectif du PAGIS est d'assurer une participation inclusive de l'ensemble de la population, y compris les femmes et les jeunes, et un accès, plein et entier, aux bénéfices desdits projets à travers l'atténuation des contraintes socio-économiques existantes.

Aussi, l'approche Genre et Inclusion Sociale dans le cadre de l'activité de melkisation se décline en trois paramètres principaux, à savoir : i) l'analyse de la situation et des besoins ; ii) l'information et la sensibilisation et iii) l'accompagnement social.

Les deux premiers paramètres (analyse et sensibilisation) font partie de cette prestation et sont détaillés au niveau des présents Termes de référence (TDRs).

Le troisième paramètre consistant en la conception et la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social visant l'amélioration de la situation socioéconomique de la population cible fera l'objet d'un marché distinct. Toutefois, comme les résultats des paramètres d'analyse et de sensibilisation contribueront à la définition de ces mesures, l'adjudicataire du présent marché sera appelé à collaborer avec le prestataire chargé de la conception de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement.

⁷ <https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>
<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

Contributions au dispositif de suivi-évaluation de MCA-Morocco

Conformément à la politique de MCC en matière de suivi-évaluation, MCA-Morocco a développé un plan de suivi et évaluation (PSE) couvrant les six activités relevant des deux projets « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du Foncier ». Ce plan décrit entre autres : (i) la stratégie de suivi comprenant les indicateurs retenus, pour l'appréciation du progrès vers l'atteinte des objectifs de processus, de résultat, d'effet et d'impact et (ii) la stratégie d'évaluation, détaillant l'approche à adopter pour l'évaluation d'impact et/ou de performance des activités du Compact II, aux différentes étapes de celui-ci.

Au cours de la mise en œuvre de la prestation objet du présent appel d'offres, le prestataire produira des informations de nature à alimenter la mise en œuvre du PSE. Ainsi, le système d'information à mettre en place par le prestataire, alimentera le dispositif de suivi-évaluation de MCA-Morocco, notamment pour l'établissement de la situation de référence des indicateurs. Le prestataire fournira les valeurs de certains indicateurs tels que spécifiés dans le PSE et selon les besoins pour un suivi-évaluation efficace de l'activité.

Aussi, le prestataire collaborera avec l'évaluateur indépendant recruté par MCC, en fournissant à ce dernier les éléments d'information nécessaires à la mission d'évaluation, dont notamment la base d'échantillonnage pour la collecte des données d'évaluation. Il est tenu d'adopter toute recommandation de l'évaluateur jugée pertinente et de nature à améliorer l'opération de melkisation ou à enrichir les données collectées dans le cadre de l'opération de melkisation.

Objectifs et étapes de l'opération de Melkisation

L'opération de melkisation décrite ci-après peut être déclinée en deux grandes phases :

- ⇒ Une phase portant sur la préparation et la régularisation **de l'assiette foncière** des terrains à melkiser : c'est l'assainissement du foncier (hors prestation) ;
- ⇒ Une phase de mise en œuvre effective des opérations de la melkisation comprenant : (i) la réalisation d'une campagne d'information et de sensibilisation **auprès de la population concernée**, (ii) l'établissement de la **liste des ayants droit**, (iii) la réalisation d'une **enquête de terrain**, (iv) la réalisation des opérations techniques de **lotissement**, (v) l'établissement des **arrêtés conjoints d'attribution**, et (vi) l'établissement des titres de propriétés au nom des attributaires.

L'intervention du prestataire engagé portera uniquement sur la deuxième phase sus-indiquée. Il est à souligner que si la mise en œuvre effective de la melkisation apparaît comme une opération technique, elle est aussi et surtout une opération sociale d'envergure. Le prestataire devra donc veiller à développer et exécuter une approche inclusive et participative pour faciliter et réussir son implémentation.

DESCRIPTION DES SERVICES À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Les services à fournir par le prestataire consistent à apporter un appui technique et social à l'Agence MCA-Morocco pour la réalisation des activités nécessaires à la melkisation d'environ

51 000 Ha bruts de TC situées dans les périmètres irrigués de l'ORMVAG (provinces de Kénitra, Sidi Kacem et Sidi Slimane) dans une tranche de base et d'environ 15 000 Ha bruts de TC dans les périmètres irrigués de l'ORMVAH (la Tassaout Aval, Province de Kelaa des Sraghna) dans une tranche optionnelle.

La melkisation concernera 106 références foncières (réquisitions d'immatriculation ou titres fonciers) appartenant dans l'indivision à 16 000 AD environ dans le Gharb et 3 références foncières appartenant dans l'indivision à 8 400 AD environ dans la Tassaout Aval. Dans la tranche de base comme dans la tranche optionnelle, le nombre estimé de parcelles par AD est de 3 parcelles et le nombre de ménage à 4 ménages/AD.

Dans le cas où le prestataire trouverait des difficultés, jugées insurmontables par l'Agence MCA-Morocco, pour mener les travaux sur un ou des collectifs donnés, l'Agence MCA-Morocco pourra proposer, après concertation avec le prestataire, le remplacement dudit ou desdits collectifs par un ou plusieurs autres figurant sur la liste des collectifs proposés dans la Tassaout Aval (annexe 2).

Les listes des TC à melkiser au titre de ce contrat et les cartes y afférentes sont présentées en **annexe 2**.

Le prestataire devra réaliser l'ensemble des tâches décrites ci-dessous pour la réalisation de la tranche de base.

Le prestataire devra réaliser ces mêmes tâches pour la tranche optionnelle une fois activée. Cependant, le livrable C-3-1 (Supports d'enquête) de la tâche C-3 ne sera pas réalisé puisqu'il aura déjà été produit lors de la tranche de base, tandis que d'autres livrables seront adaptés pour prendre en charge les réalités des collectifs de la tranche optionnelle, à savoir :

- ✓ Le livrable B-1-1 (CPR) de la tâche « B1 » ;
- ✓ Le livrable B-2-1 (SIG) de la tâche « B2 » ;
- ✓ Le livrable B-3-1 (Mise à jour du PEPP) de la tâche « B3 » ;

Les activités de la melkisation peuvent se dérouler de manière séquentielle ou simultanée suivant l'approche proposée par le prestataire et l'état d'avancement du processus de melkisation dans chaque collectif ou groupe de collectifs.

Le détail des prestations à réaliser pour les deux tranches sont décrites dans le tableau récapitulatif présenté dans le Titre 3.

TÂCHE A. ELABORATION DE LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le prestataire doit présenter une méthodologie basée sur des approches innovantes combinant entre les nouvelles technologies et l'expertise des moyens humains pour mener à bien les différentes tâches dans le délai de la présente prestation.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont l'élaboration de :

- La méthodologie du travail des différentes activités de la prestation ;
- Le planning d'exécution et d'organisation du travail par CE ou groupe de CE ;
- Le planning de mobilisation des ressources.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M ⁸ (date de mobilisation) + Mois
A. Elaboration de la démarche méthodologique	Une présentation de la démarche méthodologique et la planification à adopter pour : <ul style="list-style-type: none">- Décliner la vision de prise en charge de la mission tenant compte de l'état d'avancement du processus de Melkisation par collectif, de la territorialité, de l'hétérogénéité et de la taille des collectifs concernés ;- Mener les différentes tâches de la mission y compris l'intégration des études techniques et sociales. Cette méthodologie comprendra un plan de travail pour la réalisation de chaque activité pour chaque collectif ou lot de collectifs, précisant le séquençage des réalisations avec un plan de	M + 1

⁸ Date de démarrage du contrat.

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M ⁸ (date de mobilisation) + Mois
	<p data-bbox="540 422 1057 499">mobilisation des ressources humaines et logistiques ;</p> <ul data-bbox="492 520 1057 1291" style="list-style-type: none"> <li data-bbox="492 520 1057 688">- Présenter la vision du prestataire pour coordonner avec le maitre d'ouvrage la programmation des actions sur le terrain dans le temps et dans l'espace ; <li data-bbox="492 709 1057 961">- Présenter un système de suivi consultable de ces actions sur le terrain, lui permettant ainsi de suivre l'état d'avancement des réalisations et d'apprécier la performance du prestataire ; <li data-bbox="492 982 1057 1108">- Décrire son approche pour la mobilisation des PP institutionnelles ou non ; <li data-bbox="492 1129 1057 1291">- Proposer des méthodes de contrôle interne de la qualité pour l'exécution des tâches et la production des livrables à soumettre. 	

(*) Hors délais de validation

TÂCHE B. ACTIVITÉS TRANSVERSALES À L'OPÉRATION DE MELKISATION

Tâche B.1 : Evaluation de l'impact social

Compte tenu de la nature et de la programmation du projet de melkisation, le prestataire doit réaliser une étude d'impact social (EIS). Cette étude sera menée selon les normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la SFI, ainsi que la Politique Genre de MCC.

L'EIS devra contenir un Cadre de politique de réinstallation (CPR) précisant les mesures d'atténuation et/ou de compensation à mettre en œuvre pour une gestion efficiente des aspects sociaux du projet, un état de référence des aspects socioéconomiques des collectifs concernés et un Plan de gestion sociale (PGS) permettant d'identifier les impacts sociaux du projet, positifs et négatifs, directs et indirects.

Préalablement à la réalisation de l'EIS, le prestataire devra élaborer un cadrage méthodologique avec le maître d'ouvrage. A cet effet, la méthodologie des différentes actions présentées ci-dessous devra être détaillée dans le rapport méthodologique (Livrable A décrit ci-dessus).

Actions à mener

Les principales actions à mener consistent en l'élaboration d'un **Rapport de L'EIS** qui est composé des éléments suivants :

- **Un Cadre de politique de réinstallation (CPR)** qui servira d'outil pour déterminer la politique de réinstallation et de compensation, les arrangements organisationnels, et pour fixer les critères qui seront appliqués pour répondre aux besoins des personnes qui pourraient être affectées par le projet. Le prestataire doit préparer un CPR pour l'ensemble des collectifs concernés, sur la base notamment des premiers résultats des études socio-économiques et foncières qui seront réalisées lors de l'établissement de l'état de référence et le PGS. Ce CPR devra permettre d'identifier les différentes catégories de populations pouvant être affectées par le projet (PAPs), la nature et la diversité des types de pertes (terres, revenus, accès par exemple.) et leurs importances afin d'élaborer une matrice d'éligibilité. Un processus détaillé et des outils qui permettent de recenser toutes les PARs/PRMEs doivent être construits pour permettre d'évaluer les éventuelles pertes subies, de proposer une grille d'indemnisation des PARs/PRMEs et une procédure de recueil et de traitement des doléances spécifiques. Le prestataire a la responsabilité d'accompagner le processus complet de validation du CPR par les partenaires du projet. Le CPR devra être présenté dans un document distinct. Il doit être mis à jour, selon les réalités du terrain, lors de la tranche optionnelle si elle est exercée.
- Une fois le CPR validé et la conception définitive arrêtée, le prestataire élaborera, dans le(s) cas échéant, un/des **Plan(s) d'action de réinstallation (PARs)/Plan(s) de restauration des moyens d'existence (PRMEs)** spécifiques par collectif ou groupe de collectifs. Le regroupement des collectifs sera effectué selon leur homogénéité et/ou d'autres critères pertinents. L'objectif du/des PARs PRMEs est de permettre aux populations affectées par le déplacement économique d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs niveaux de vie ou, du moins, de les rétablir à des niveaux antérieurs à leurs réinstallations. Le/Les PARs et/ou Le /Les PRME(s) spécifique(s) seront présentés comme des documents indépendants. Le cadre de politique de réinstallation (CPR) et les éventuels PARs/PRMEs devront se faire en conformité avec la NP 5⁹ de la SFI. Le processus de consultation dans le

⁹ Norme de performance 5 de la SFI : Acquisition de terres et réinstallation involontaire

cadre de la réinstallation doit permettre aux femmes de faire connaître leur point de vue et garantir la prise en compte de leurs intérêts dans tous les aspects de la planification et de l'exécution de la réinstallation.

- **Un état de référence social** avec une base de données d'indicateurs par collectif ou groupe de collectifs, établi sur la base des résultats de l'enquête de terrain et incorporé dans le SIG.
- **Un PGS** qui comprendra une évaluation des impacts sociaux du projet (y compris ceux basés sur le genre) et donnera des orientations pour optimiser le processus de melkisation en termes de gestion des risques sociaux et des opportunités, et plus particulièrement pour éviter, dans la mesure du possible, le déplacement économique. Une première ébauche du PGS pourra être élaborée une fois que le prestataire juge qu'il dispose de suffisamment d'information sur les enjeux sociaux, elle sera mise à jour au fur et à mesure de l'avancement des enquêtes. Ainsi, il sera possible pour le prestataire d'utiliser cette première version du PGS pour avancer dans le processus de la mise en œuvre de sa mission.

Enfin, le rapport de l'EIS doit contenir un résumé du PEPP.

Une fois les PARs/PRMEs approuvé(s) par l'Agence MCA, le prestataire sera chargé de leur mise en œuvre (la provision budgétaire dédiée à la compensation est à la charge de l'Agence MCA et non du prestataire de la présente consultation).

L'évaluation des PARs/PRMEs sera mise en œuvre par un spécialiste indépendant en la matière (bureau d'étude ou ONG) qui sera recruté par l'Agence MCA-Morocco. Le prestataire élaborera les termes de référence relatifs à l'évaluation des PARs/PRMEs dans le cadre du CPR.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
B.1 Rapport de l'étude d'impact social (EIS)	B.1.1 : Un CPR (qui doit comprendre un budget estimatif détaillé par activité et collectivité ou groupe de CE potentiellement affectées, de même qu'un chronogramme de mise en œuvre) y compris les TDRs de l'évaluation des PARs/PRMEs ;	M + 6
	B.1.2 : Un rapport relatif à l'état de référence social et au Plan de gestion sociale (PGS) ;	M + 18

	B.1.3 : Un/des PARs/PRMEs spécifiques.	M + 19,5
--	--	----------

(*) Hors délais de validation

Tâche B.2 : Conception et mise en place d'un Système d'information avec sa composante géographique (SIG)

Le prestataire est appelé à concevoir et mettre en place un Système d'Information avec une composante géographique (SIG) lui permettant d'organiser et de sauvegarder toutes les données et informations générées par le projet.

Ce système d'information devra faciliter le suivi de l'état d'avancement de l'opération de Melkisation, la prise de décisions, concernant notamment le lotissement (avec les populations concernées dans le cadre des consultations), la gestion des doléances et la mise en œuvre des PARs/PRMEs. Il servira de dispositif de renseignement des indicateurs socio-économiques de base afin d'effectuer un suivi d'impact socio-économique tout au long de la mise en œuvre du projet.

Actions à mener

Le prestataire devra concevoir et mettre en place un système d'information lui permettant d'organiser et de sauvegarder toutes les données et informations générées par le projet pour faciliter sa mise en œuvre (par exemple, les listes des AD, les noms des CE, les références foncières, la base des données de l'enquête, les états et plans parcellaires, les dossiers de melkisation, les PVs et les supports utilisés). Le système devrait permettre au prestataire de produire les rapports périodiques nécessaires pour gérer efficacement la mise en œuvre du projet et tenir le maître d'ouvrage informé des progrès.

Ce système doit inclure une composante Géographique permettant de sauvegarder, gérer, analyser et présenter les données géographiques recueillies ou produites par le prestataire pour tous les collectifs.

Ce système d'information géographique (SIG), sous système de coordonnées Lambert, sera hébergé dans un serveur de données permettant la consultation à distance par l'Agence MCA-Morocco et les différentes parties prenantes institutionnelles à travers une interface WEB.

Les principales actions à mener sont :

- La conception et la mise en place d'un système d'information permettant :
 - L'organisation et la sauvegarde de toutes les données et informations générées par le projet ;
 - La production des rapports périodiques ;
 - Le suivi de la mise en œuvre du projet ;

- La conception et la mise en place de la composante SIG du système d'information permettant :
 - La création, gestion, interrogation des données (PGS, CPR, PAR, PRME, système de gestion des doléances, parcellaire, données sur le lotissement, sur les projets des arrêtés, PV, éléments des dossiers de melkisation etc.);
 - L'accès aux données alphanumériques (données de l'enquête de terrain, listes des AD, listes des personnes affectées par le projet, géographiques (état des lieux, spatialisation des parcelles/lots créés, images raster, supports par image satellite, etc.) ;
 - Les analyses thématiques (graphiques, image raster, etc.) ;
 - L'accès aux données externes (image raster, base de données externes, géoréférencement, etc.) ;
 - La mise en place et création des comptes personnalisés.
 - L'élaboration des manuels d'utilisation et la formation des utilisateurs.

L'interface d'utilisation et les formats des fichiers doivent être approuvés par l'Agence MCA-Morocco.

La conception et la mise en place du système d'information, y compris SIG, doivent être adaptées pour prendre en charge les exigences de la tranche optionnelle si elle est exercée.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
B.2.1 Projet de Système d'information avec sa composante géographique (SIG)	- Conception d'un système d'information avec sa composante SIG et proposition d'une démarche de leur mise en place	M + 1,5
B.2.2 Installation du SIG	- Installation et mise en service du SIG -Création des comptes affectés aux utilisateurs et configuration des droits d'utilisateurs et habilitations	M + 2

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
	-Manuel d'utilisation et formation des utilisateurs	

(*) Hors délais de validation.

Il est à noter que la mise à jour du système d'information se fera tout au long du processus de melkisation. Le système d'information développé est de la propriété de l'Agence MCA-Morocco et le prestataire doit le remettre dans sa version finale à MCA-Morocco avant l'expiration du contrat.

Tâche B.3 : Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)

Un Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) a été développé dans la phase de préparation. Il propose un plan de communication et d'information de la population concernée et un système de gestion des doléances (SGD). Le prestataire est appelé à mettre à jour le PEPP et à le mettre en œuvre.

Actions à mener

Les principales actions à mener dans le cadre de cette tâche sont :

- La mise à jour du plan de communication et de sensibilisation, et du SGD contenus dans le PEPP ;
- La mise en œuvre du PEPP tout au long du processus de melkisation ;
- La prise en compte du contenu du PEPP dans l'EIS.

La communication et la sensibilisation sont à réaliser à chaque étape du processus de manière contextualisée pour informer les populations concernées et assurer leur participation et adhésion au projet, suivant une approche inclusive et sensible au genre. En outre, chaque campagne de communication doit informer et sensibiliser les populations cibles sur le contenu de l'étape suivante.

Ce processus de consultation devra prendre en compte (i) les opinions de la population féminine et masculine, (ii) les préoccupations et priorités des hommes et des femmes en ce qui concerne les impacts, les mécanismes d'atténuation des effets négatifs et les bénéfices offerts par le projet, et (iii) il devra comprendre des mesures différenciées pour assurer la participation effective de personnes ou de groupes considérés comme étant défavorisés ou vulnérables, dont les femmes.

Le SGD relatif au PEPP permettra aux populations cibles d'émettre des doléances et de les traiter. Il doit avoir pour objectif de résoudre rapidement les questions soulevées, en utilisant un processus de consultation compréhensible, facilement accessible et transparent, adapté sur le plan culturel, sans imposer de coût à la personne faisant part de ses doléances.

Le PEPP doit être adapté aux réalités du terrain lors de la tranche optionnelle si elle est exercée.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
B.3 PEPP mis à jour	Il s'agit de mettre à jour le plan de sensibilisation et communication, le SGD, les supports cartographiques /SIG, et tous les supports de communication utilisés pour les consultations.	M +3

(*) Hors délais de validation

Les activités relatives à la mise en œuvre du PEPP seront rapportées périodiquement dans les rapports trimestriels (Titre 6).

TÂCHE C. MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DE LA MELKISATION

Cette activité consiste à (i) appuyer le Maître d'ouvrage dans l'établissement de la liste des AD, (ii) déterminer la zone à melkiser dans chaque collectif, (iii) réaliser une enquête de terrain, (iv) établir le plan définitif de lotissement (PDL), (v) réaliser l'opération technique de lotissement et (vi) attribuer les lots aux AD au terme du processus de Melkisation.

Tâche C-1. Appui à l'établissement de la liste des Ayants droit (AD)

Juridiquement, l'établissement de la liste des AD, son approbation et son homologation sont de la responsabilité des nouab et des autorités locales et centrales. Toutefois, pour les collectifs n'en disposant pas encore ou dont le processus d'établissement des listes des AD est en cours, l'intervention du prestataire consistera à en faciliter l'établissement.

Actions à mener

Les principales actions à mener par le prestataire dans cette tâche sont :

- L'information des nouab et de la population des CE concernées, en présence des

membres de la Commission Provinciale, de l'activité d'établissement de la liste d'AD en appliquant la procédure optimisée. Cette campagne d'information doit prendre en considération les aspects d'inclusion sociale et de genre ;

- L'appui aux nouab pour l'établissement de la liste d'AD à travers :
 - La compilation des listes des AD sur support informatique, y compris le SIG ;
 - La facilitation de la recherche et de l'information des AD non résidents (prise de contact, publication des avis, etc.).

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison) *= M (date de mobilisation) + Mois
C.1. Appui à l'établissement des listes des AD	- Appui à la Production des listes des AD homologuées et mise à jour du SIG.	M + 7

(*) Hors délais de validation

Tâche C.2 : Reconnaissance et délimitation de l'assiette foncière des CE à melkiser

Le but de cette tâche est d'identifier en collaboration avec les nouab, sur le terrain, les limites des assiettes foncières à melkiser et de matérialiser ces limites par l'établissement de piquets en fer.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont détaillées comme suit :

- Récupération par le prestataire, auprès du service du cadastre, des coordonnées des bornes et des plans fonciers cadastraux des propriétés collectives objets du projet ;
- Reconnaissance avec les nouab et la commission provinciale des terrains à melkiser ;
- Rétablissement des limites des terrains qui feront l'objet des lotissements. Les points limites desdits terrains devront être matérialisés par des piquets en fer de 10 mm de diamètre et 40 cm de longueur, ancrés dans des galettes en ciment de 20 cm de diamètre et 15 cm de profondeur ;
- Etablissement des plans des terrains à melkiser ;
- Mise à jour du SIG avec ces données.

L'établissement des limites des terrains à melkiser devra être précédé par une étude topographique préliminaire qui consiste en :

- Une triangulation complémentaire : les points de triangulation complémentaire jugés nécessaires seront matérialisés sur le terrain, conformément aux règles en usage au service du cadastre (elles seront constituées de massifs en béton de 50 cm de côté et 70 cm de profondeur ; la partie visible de la borne dépassera de 10 cm le niveau du terrain naturel et portera les indications suivantes gravées sur le béton : le numéro de la borne, l'année d'exécution et le nom de l'entreprise) ;
- Une polygonation : les points de départ et d'arrivée des cheminements de polygonation devront coïncider avec les points de triangulation déjà implantés.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C.2. Reconnaissance des terrains collectifs objet de melkisation	<ul style="list-style-type: none"> - Plans des terrains à Melkiser par collectif ou groupe de collectifs (plans au 1/5000^{ème} en 3 exemplaires) ; - Mise à jour des données du SIG. 	M + 9

(*) Hors délais de validation

Tâche C.3 : Enquête de terrain

Les objectifs généraux de l'enquête sont de permettre l'établissement des états et plans parcellaires et d'établir une situation socioéconomique de référence.

Pour ce faire, le prestataire est appelé à réaliser une enquête de terrain composée de deux volets : ménage (AD ou non) et parcelle. Il s'agit pour le prestataire de fournir d'une part les éléments pouvant apprécier la situation socioéconomique réelle de la population en relation avec la terre, et d'autre part d'identifier les exploitants réels des parcelles, leur nombre de parcelles (état parcellaire) et leurs localisations spatiales (plan parcellaire).

Dans l'administration de l'enquête de terrain, une attention particulière devra être accordée par le prestataire au respect des normes relatives aux performances en matière de durabilité environnementale et sociale de la SFI ainsi qu'à la Politique Genre de MCC.

Tâche C-3-1 : Supports de l'enquête de terrain

Le prestataire est appelé à préparer un protocole d'enquête, à finaliser le questionnaire et

à élaborer le manuel d'instructions.

Il est à souligner qu'un état des lieux préliminaire de certaines collectivités a été effectué et des questionnaires d'enquêtes ont été proposés lors de la phase de préparation. Ils serviront de base pour mener les actions suivantes.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont détaillées comme suit :

- Elaborer le protocole d'enquête adapté au contexte social et sensible au genre ;
- Finaliser le questionnaire de l'enquête de terrain sur la base des questionnaires proposés dans le cadre de l'étude de préparation de l'opération de melkisation ;
- Elaborer le manuel d'instructions destiné aux enquêteurs et à leur formation.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C 3-1. Supports d'enquête de terrain	Protocole d'enquête : Il contextualise et détaille tout le processus d'enquête sur le terrain. Il détaille le séquençement des étapes à réaliser, les moyens humains et matériels et le chronogramme des actions pour la conduite de l'enquête dans son volet ménage et son volet parcelle. En outre, il devra faire apparaître l'état synthétique de chaque collectif objet de la melkisation et la définition des outputs à produire (indicateurs socioéconomiques, état de référence pour les besoins de réinstallation et des mesures d'accompagnement et de S&E).	M + 3
	Questionnaire d'enquête : Le prestataire est appelé à : - Proposer des modifications ou des ajouts aux questionnaires (réalisés dans la phase préparatoire), en concertation avec l'Agence MCA-Morocco afin d'aboutir à une	

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
	<p>version finale. Il est à préciser que les questionnaires doivent être codifiés et géoréférencés afin de pouvoir lier les ménages aux parcelles.</p> <p>- Mettre à jour le SIG.</p>	
	<p>Manuel d'instructions : Il précise les définitions des termes employés dans le questionnaire et détaille les objectifs et sens des questions posées. Il doit contenir les directives et conseils nécessaires à l'enquêteur pour mener à bien sa mission. En outre, il est utile lors de la phase d'analyse des données puisqu'il évite toute mauvaise interprétation des informations recueillies. Les mesures de contrôle de la qualité des données devront également être précisées dans ce document.</p>	

(*) Hors délais de validation

Tâche C-3-2 : Mise en œuvre de l'enquête

Actions à mener

Les principales actions à mener sont détaillées comme suit :

- Information des nouab, des commissions provinciales, des AD, hommes et femmes, et plus généralement de l'ensemble de la population concernée par le projet sur l'objectif et le déroulement de l'enquête ;
- Réalisation de l'enquête auprès de l'ensemble de la population ayant un lien avec le terrain collectif concerné par la melkisation :
 - Pour **l'enquête ménage (à réaliser par les enquêteurs)** : les principales données seront relevées du terrain et auprès des ménages. Elle permettra la collecte des éléments nécessaires pour alimenter l'état de référence pour les besoins de l'étude d'impact social et du suivi et évaluation de l'activité ;
 - Pour **l'enquête parcellaire (à réaliser par les brigades topographiques)** : elle aura pour objectif (i) d'identifier les parcelles, pour agréger celles

appartenant à un seul AD, (ii) de définir les limites desdites parcelles et leurs exploitants légaux et les autres utilisateurs, (iii) d'établir les états et les plans parcellaires, qui serviront de base à la réalisation des opérations de lotissement (les instructions pour l'exécution de cette tâche sont détaillées dans **l'annexe N° 7**).

- Restitution des résultats de l'enquête parcelle relatifs à l'état et au plan parcellaires préliminaires auprès des AD ;
- Réception et orientation des doléances, réalisation des compléments d'enquête et ajustement de l'état et des plans parcellaires ;
- Production du rapport final de l'enquête ménage et de l'état et du plan parcellaires finaux : il s'agit d'établir i) les résultats finaux de l'enquête ménage, ii) un état et un plan parcellaires suivant une démarche participative avec les ayants droit et validés par la commission provinciale chargée de l'immatriculation des terres collectives après clôture des débats avec toutes les parties prenantes du projet. La production de l'état et des plans parcellaires finaux servira également à recueillir les données et informations qui seront nécessaires pour actualiser le plan de suivi-évaluation de l'activité Foncier rural et dont la nature exacte sera fixée conjointement par le Consultant recruté à cet effet et les équipes de la DFR et de la Direction suivi-évaluation et analyse économique relevant de l'Agence MCA-Morocco;
- Compilation des données d'enquête et mise à jour du SIG ;
- Déclaration de la date butoir.

Il est à préciser que les travaux topographiques préliminaires (triangulation et polygonation) ont été déjà effectués au niveau de la tâche C-2 et pourraient nécessiter des travaux complémentaires.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C.3.2 Rapport sur les résultats de l'enquête	<p>Le prestataire est appelé à produire les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rapport des résultats de l'enquête contenant : <ul style="list-style-type: none"> • Une note descriptive des observations du prestataire sur le déroulement de l'enquête parcellaire ; • Des analyses de l'enquête après dépouillement ; • Une analyse concernant les aspects genre et inclusion sociale ; • Une analyse relative aux aspects de suivi des revenus (agricoles ou non) et des modes de gestion des exploitations ; - Une base de données des résultats de l'enquête doit être livrée sous format excel, SPSS ou tout autre format proposé par le prestataire et accepté par l'Agence MCA-Morocco ; - Cinq tirages des projets de plans parcellaires, en version préliminaire et finale, par collectif au 1/5000ème avec tous les détails existants (limites, parcelles, voies, etc) et un tableau de contenance comprenant le n° de la parcelle, le nom d'AD, tel que publié au BO, et la superficie calculée par collectif ; - Cinq copies des projets des états parcellaires, en version préliminaire et finale, par collectif comprenant le N° de la parcelle, le N° de 	M + 16

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
	<p>publication au BO, le N° du titre foncier ou de la réquisition, le nom d'AD, le N° de la carte d'identité nationale, la superficie déclarée, la superficie calculée et toutes autres observations jugées utiles par le maitre d'ouvrage.</p> <p>- Une mise à jour du SIG</p>	

(*) Hors délais de validation

Les délais pour la réalisation de cette tâche sont considérés comme des délais finaux pour le traitement de l'ensemble des collectifs concernés par le projet, donc les livrables devront être produits au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur le terrain et suivant la répartition indiquée dans le titre 6 relatif aux modalités de paiement.

Tâche C.4 : Etablissement du plan de lotissement

Cette tâche consiste en l'établissement du plan définitif de lotissement, sur la base des états et des plans parcellaires finaux, et des consultations avec les AD, les nouab et les commissions provinciales, permettant l'élaboration d'un avant projet de lotissement (APL) par collectif à faire valider par les PP concernées pour aboutir à un plan définitif de lotissement. Ce dernier devra tenir compte des orientations du PGS.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont :

- Organisation, sur la base des états et plans parcellaires, des consultations avec les AD concernés tenant compte, dans la mesure du possible, des orientations du PGS (y compris la médiation) pour proposer un APL ;
- Création des lots d'une superficie au moins égale à la superficie minimale d'exploitation de 5 Ha tel que défini par le code des investissements agricoles. La superficie du lot pourra correspondre à la superficie d'une seule parcelle ou du regroupement de plusieurs parcelles appartenant à un seul AD comme elle peut être le résultat du regroupement volontaire de deux ou plusieurs parcelles appartenant à plusieurs AD ;

- Les dimensions des lots doivent être conçues de manière à assurer à l'AD une exploitation rationnelle ;
 - Le découpage en lots ne devra pas condamner la paisible jouissance des parcelles entre les futurs propriétaires en indivision.
- Elaboration des critères d'attribution en cas de regroupement des parcelles (qualité des sols, disponibilité de l'eau, accessibilité, topographie du terrain, etc.) ;
 - Indexation des nouvelles parcelles par un numéro d'ordre, et leur affectation en présence de la Commission Provinciale, des AD et des nouab ; organisation, lorsque nécessaire, d'une séance de tirage au sort des numéros de parcelles où chaque AD tire au sort la parcelle qui lui sera affectée et inscrite en son nom ;
 - Création des servitudes de passage destinées à desservir les lots créés. La proposition des servitudes devra être validée avec les ayants droit concernés lors des consultations ;
 - Etablissement d'un APL ;
 - Organisation de consultations de validation de l'APL avec les nouab, la commission provinciale et les AD ;
 - Etablissement du plan définitif de lotissement (PDL) précisant les limites des lots créés tout en déterminant les limites entre les parcelles constituant chaque lot le cas échéant ;
 - Signature du PDL par le naib et la Commission Provinciale ;
 - Mise à jour du SIG.

Il est à noter que le prestataire doit prendre en compte lors de l'élaboration du plan de lotissement toutes les infrastructures (voiries, canevass hydrauliques, etc.) existantes et projetées pour assurer une meilleure valorisation agricole des lots et des parcelles des AD.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C.4 Etablissement du plan définitif de lotissement	Le prestataire est appelé à : - Réaliser le regroupement des parcelles appartenant à un ou plusieurs AD dans un ou plusieurs lots formant corps après l'accord des AD et de la Commission Provinciale ;	M + 19,5

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
	<ul style="list-style-type: none"> - Regrouper des parcelles éparpillées appartenant à un seul AD dans un seul lot ; - Numéroté les parcelles et les affecter (si besoin, organiser une séance de tirage au sort) ; - Etablir l'APL par collectif ou groupe de collectifs (huit exemplaires) en tenant compte des servitudes de passage et des exigences de la valorisation agricole ; - Etablir un PDL par collectif ou groupe de collectifs qui doit contenir la liste des affectataires et précisant la quote-part de chacun (huit exemplaires) ; - Mettre à jour le SIG. 	

(*) Hors délais de validation

Le délai pour la réalisation de cette tâche est considéré comme un délai final pour le traitement de l'ensemble des collectifs concernés par le projet, donc les livrables devront être produits et livrés au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur le terrain et suivant la répartition indiquée dans le titre 6 relatif aux modalités de paiement.

Tâche C-5. Exécution du plan définitif de lotissement

Cette tâche consistera en l'exécution du PDL sur le terrain.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont :

- Information et consultation des parties prenantes sur le déroulement de cette tâche et ses objectifs ;
- Implantation des bornes de triangulation (ces bornes sont constituées de massifs en béton de 50 cm de côté et 70 cm de profondeur. La partie visible de la borne dépassera de 10 cm le niveau du terrain naturel et portera les indications suivantes gravées sur le béton : le numéro de la borne, l'année d'exécution et le nom de l'entreprise) ;

- Mise en place des bornes cadastrales, de type en usage au service du cadastre et adaptées à la nature du terrain, qui serviront à matérialiser les limites des lots créés. L'achat, la fourniture et la pose de ces bornes sont à la charge du prestataire. Elles devront être levées en planimétrie et reportées sur les mappes cadastrales ;
- Etablissement des PVs de bornage : conformément aux normes en usage à l'ANCFCC, le prestataire sera chargé d'établir un PV descriptif de bornage de lotissement. Ce PV doit décrire la situation de chaque lot, son numéro, ses limites, sa consistance, ses riverains et sa superficie ;
- Production du dossier technique de lotissement (plan d'ensemble, dossiers techniques individuels, PV de bornage, liste des coordonnées des bornes avec leurs références aux dossiers techniques remis au service du cadastre sur support informatique) ;
- Mise en place des bornes cadastrales qui serviront à matérialiser les limites des parcelles appartenant à chaque AD dans le cas de regroupement de plusieurs AD sur le même lot créé ;
- Etablissement d'un PV d'installation des AD par collectif signé par la Commission Provinciale. Cette action consiste à montrer aux AD, en présence de la commission provinciale, les bornes indiquant les limites de leurs parcelles et lots. Pour ce faire, le prestataire devra établir et transmettre au maître d'ouvrage à l'avance le planning des sorties sur les lieux.

Il est à noter que le prestataire doit prendre en compte à l'occasion de l'exécution du PDL toutes les infrastructures (voiries, canevases hydrauliques, etc.) existantes et projetées pour assurer une meilleure valorisation agricole des lots et des parcelles des AD.

En outre, le prestataire sera appelé à mettre en oeuvre le PGS (développé dans la tâche B.1) pour minimiser les impacts/sociaux et de réinstallation.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C.5 Etablissement des dossiers techniques cadastraux et	- Assurer la fourniture, le transport et la mise en place des bornes (des lots et des parcelles) qui devront être conformes aux	M + 25

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
fonciers de lotissement et PVs d'installation	<p>normes et exigences du Service du cadastre ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablir un PV de bornage par lot en quatre exemplaires, signé par l'ingénieur géomètre topographe privé représentant le prestataire et par un naib en tant que co-indivisaire ou par tout autre AD co-indivisaire ; - Etablir la liste des coordonnées des bornes avec leurs références aux dossiers techniques remis au service du cadastre sur support informatique - Etablir les dossiers techniques individuels des lots créés conformément aux instructions et normes en usage au service du cadastre ; - Délivrer une attestation ou récépissé du cadastre précisant que le dossier technique déposé est contrôlé conforme aux normes cadastrales ; - Etablir un PV d'installation par collectif. 	

(*) Hors délais de validation

Tâche C-6. Constitution des dossiers de melkisation pour attribution des lots aux AD.

Cette tâche consiste à apporter de l'appui technique au maître d'ouvrage et aux PP concernées pour l'élaboration des arrêtés conjoints d'attribution et à constituer et déposer au service du cadastre les dossiers de melkisation pour permettre l'inscription des lots créés aux noms des AD sur les livres fonciers.

Actions à mener

Les principales actions à mener sont :

- L'appui à l'élaboration du projet des arrêtés conjoints d'attribution ;

- La constitution et le dépôt du dossier de melkisation au service du cadastre.

Livrables

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
C-6-1. Appui à l'élaboration des arrêtés conjoints d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> - PVs d'installation ; - Plans individuels et plan de lotissement ; - Certificats fonciers des titres fonciers objet de lotissement ; - Elaboration des projets d'arrêtés d'attribution. 	M + 26
C-6-2. Dossier de melkisation	<p>Le dossier est constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté de la liste des AD, publié au BO ; - Arrêté de lotissement ; - Arrêté d'attribution ; - Plan de lotissement approuvé par l'ORMVA ; - Dossier foncier et duplicata ; - Récépissé de dépôt du dossier technique de lotissement délivré par le cadastre ; - 2 exemplaires des plans de lotissement signés par le cadastre ; - 2 copies des plans individuels des lots créés signés par le cadastre ; - PV de bornage du lotissement ; - Demande par le MI au Conservateur d'inscrire la liste des AD, de déposer le lotissement dans le titre foncier mère et d'établir les titres fonciers individuels au noms des AD ; - PVs d'installation des AD ; 	M + 26,5

Livrables	Consistance	Date (Livraison)* = M (date de mobilisation) + Mois
	Le Bordereau de dépôt de dossier de melkisation à l'ANCFCC doit être fourni à l'Agence MCA-Morocco.	

(*) Hors délais de validation

TÂCHE D. CAPITALISATION DE LA DÉMARCHE

Les opérations de melkisation des terres collectives sont amenées à être généralisées dans le reste du pays dans les années à venir. L'expérience de melkisation des terres collectives à l'issue de cette prestation permettra au prestataire d'améliorer la procédure optimisée de melkisation. Sa mise en œuvre sur le terrain permettra de tirer des leçons afin de formuler des propositions de modifications nécessaires pour répondre aux exigences de fait. A ce titre, le prestataire est appelé à proposer des ajustements, des modifications et/ou alternatives à la procédure optimisée existante pour prendre en compte toutes les situations rencontrées sur le terrain, dans leur exhaustivité et leur diversité. En outre, le prestataire est appelé à produire une boîte à outils des documents de capitalisation méthodologique qui pourront être réutilisés ultérieurement par d'autres opérateurs dans d'autres opérations de melkisation. Ces documents intégreront des éléments en termes de démarche (aspects techniques, sociaux et procéduraux), de coûts, de durée de réalisation des différentes activités et en termes d'organisation.

Actions à mener

- Proposer des améliorations et des modifications au texte de loi en vigueur et à la procédure optimisée en tenant compte des enseignements tirés du terrain ;
- Définir les coûts estimatifs de la mise en œuvre ;
- Produire une boîte à outil des supports de la mise en œuvre ;
- Livrer un rapport global de capitalisation qui décrit les différentes contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure, les réajustements réalisés et les recommandations d'amélioration ;
- Organiser un atelier de travail avec les parties prenantes institutionnelles concernées pour en débattre ;
- Produire, si la tranche optionnelle est exercée, un rapport global de capitalisation consolidant l'ensemble des contraintes, des enseignements et des propositions de la mise en œuvre des deux tranches.

Livrables

Livrables	Consistances	Date (Livraison) *= M (date de mobilisation) + Mois
D. Rapport final sur le processus de melkisation	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de capitalisation de la tranche de base ; - Rapport de capitalisation de la tranche optionnelle, si elle est exercée ; - Rapport global de capitalisation des deux tranches, si la tranche optionnelle est exercée . 	M + 27

(*) Hors délais de validation

RECAPITULATIF D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le prestataire est tenu de réaliser l'ensemble des tâches mentionnées dans le tableau ci-dessous pour ce qui concerne la tranche de base et de reproduire les mêmes tâches pour la tranche optionnelle une fois activée. Il est à noter que certains livrables lors de la tranche optionnelle devront être adaptés tandis que d'autres ne seront pas réalisés dans la mesure où ils seraient livrés dans la tranche de base et sont considérés de ce fait valable pour la tranche optionnelle.

Le tableau, ci-dessous, traite le détail des livrables à fournir suivant les situations :

Tâches	Livrables	Tranche de base	Tranche optionnelle		
		A réaliser	A réaliser	A adapter	A ne pas réaliser
A- Elaboration de la démarche méthodologique	A- Elaboration de la démarche méthodologique	X	X		
Tâche B-1 : Evaluation de l'impact social	B-1-1 CPR	X		X	
	B-1-2 Rapport relatif à l'état de référence social et au PGS	X	X		
	B-1-3 PARs/PRMEs spécifiques	X	X		
Tâche B-2 : Conception et	B-2-1 Projet de Système d'information avec sa	X		X	

Tâches	Livrables	Tranche de base	Tranche optionnelle		
		A réaliser	A réaliser	A adapter	A ne pas réaliser
mise en place d'un Système d'information avec sa composante géographique (SIG)	composante géographique (SIG)				
	B-2-2 Installation du SIG	X	X		
Tâche B-3 : Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)	B-3 : PEPP mis à jour	X		X	
Tâche C-1 : Appui à l'Etablissement de la liste des Ayants droit (AD)	C-1 : Appui à l'établissement des listes des AD	X	X		
Tâche C-2 : Reconnaissance et délimitation de l'assiette foncière de la CE à melkiser	C-2 : Reconnaissance des terrains collectifs objet de melkisation	X	X		
Tâche C-3 : Enquête de terrain	C-3-1 : Supports de l'enquête de terrain	X			X
	C-3-2 : Rapport sur les résultats de l'enquête	X	X		
Tâche C-4 : Etablissement du plan de lotissement	C-4 : Etablissement du plan définitif de lotissement	X	X		
Tâche C-5: Exécution du plan définitif de lotissement	C-5 : Etablissement des dossiers techniques cadastraux et fonciers de lotissement et PVs d'installation	X	X		
Tâche C-6 : Constitution des dossiers de	C-6-1 : Appui à l'élaboration des arrêtés conjoints d'attribution	X	X		
	C-6-2 : Dossier de melkisation	X	X		

Tâches	Livrables	Tranche de base	Tranche optionnelle		
		A réaliser	A réaliser	A adapter	A ne pas réaliser
melkisation pour attribution des lots aux AD					
D- Capitalisation de la démarche	D- Rapport final sur le processus de melkisation	X	X		
E - Rapports trimestriels		X	X		

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

Dès la date de signature du contrat et tout au long de la période de mise en œuvre de la présente consultation, le prestataire devra prendre en charge tous les coûts liés à l'exécution de la prestation et mettre en place les moyens nécessaires pour son bon déroulement, dont notamment:

- La location de 3 bureaux locaux (Kenitra, Sidi Slimane et Sidi Kacem) et leurs équipements (chaises, bureaux, salles de réunion, PCs, imprimantes, salle de travail, etc.) lors de l'exécution de la tranche de base ;
- La location de 2 bureaux locaux (Marrakech et Kelaa des Sraghna) et leurs équipements (chaises, bureaux, salles de réunion, PCs, imprimantes, salle de travail, etc.) lors de l'exécution de la tranche optionnelle ;
- Le recrutement et la mobilisation du personnel clé, non clé et d'appui nécessaires à la mise en œuvre de la prestation dans sa tranche de base comme dans sa tranche optionnelle. Il est à noter que le chef d'équipe et le chef d'équipe adjoint devront résider au Maroc ;
- La mobilisation des moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre de la prestation (véhicules, Tablettes, GPS, Equipements topographiques, etc) ;
- La fourniture, le transport et la pose des piquets et des bornes lors des opérations techniques de melkisation ;
- L'organisation et l'animation des réceptions et des ateliers (location des chapiteaux et des salles de réunion, pauses café, chaises, projections, etc.) ;
- Les moyens nécessaires pour réussir les actions de communications projetées (infoshops, publications, dépliants, etc.) ;
- Le prestataire ne prend pas en charge les coûts liés à la participation des parties prenantes institutionnelles (per diem, frais de transport, hébergement) dans le cadre de cette prestation.

Le prestataire devra mettre en place un dispositif d'intervention permettant à la fois une présence au niveau central et une grande proximité dans les périmètres du Gharb, pour la tranche de base, et le périmètre de la Tessaout Aval, pour la tranche optionnelle.

Qualifications du personnel clé

Le prestataire doit mobiliser une équipe d'experts dont les qualifications satisfont les exigences spécifiées ci-après. Tous les employés clés sont requis et les soumissionnaires sont appelés à proposer une répartition des responsabilités au sein de l'équipe. Tout changement d'un expert clé doit être approuvé par l'Agence MCA-Morocco. Dans ce cas, l'expert de remplacement doit avoir au minimum les qualifications requises pour le profil en question.

Chef d'équipe

Le chef d'équipe doit avoir les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+5) ;
- Une expérience de huit (8) ans au minimum en tant que chef d'équipe, au cours des seize (16) dernières années, dans la gestion de projets complexes et de grande ampleur (gestion d'équipes pluridisciplinaires de grande taille, gestion de la qualité, gestion d'environnements institutionnels complexes, gestion des risques socioéconomiques liés aux questions foncières) ou de projets multisectoriels, notamment ceux financés par des organismes et des bailleurs de fonds étrangers (la familiarité avec les normes de performance de la SFI¹⁰ est appréciée) ;
- Des compétences avérées dans des domaines tels que le droit foncier, l'administration foncière et la formalisation du foncier ;
- Des aptitudes de communication avec une gamme variée d'interlocuteurs (parties prenantes, populations cibles, etc.) ;
- La maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- La maîtrise de l'arabe est un atout ;
- L'expert doit effectuer de fréquents déplacements sur le terrain.

Expert en communication spécialiste PEPP

L'expert en communication doit avoir :

- Un diplôme professionnel de niveau universitaire (BAC + 5) dans une discipline des sciences de la communication et avec une expérience professionnelle de huit (8) ans minimum dans des projets similaires, particulièrement dans le monde rural ;
- Une expérience dans des projets fonciers ruraux est particulièrement appréciée ;

¹⁰ Ou de standards équivalents.

- Une expérience dans des projets utilisant les NP de la SFI ou autres normes similaires, particulièrement dans l'élaboration du PEPP ;
- Une expérience similaire au Maroc ou dans d'autres pays de l'Afrique du nord est un atout ;
- Une expérience dans la communication, dans les aspects d'inclusion sociale et de genre ;
- Une expérience dans l'élaboration de supports de communication et d'animation ;
- Une maîtrise des outils d'informatique et des techniques d'infographie ;
- L'aptitude à travailler en français (parlé et écrit), en arabe (parlé et écrit) et en Darija.

Expert en rétablissement des moyens d'existence et réinstallation

L'expert en rétablissement des moyens d'existence et en réinstallation doit avoir :

- Un diplôme universitaire (BAC+5) dans une discipline des sciences sociales ou équivalent ;
- Une expérience significative et récente avec un minimum de sept (7) années d'expérience dans le développement des CPR/Plans d'Action de Réinstallation – PAR/PRME, dans la mise en œuvre, la gestion et le suivi de grands projets fonciers ;
- Une connaissance approfondie de la norme de NP 5 de la SFI et/ou de la Banque mondiale (Politique opérationnelle 4.12/NES 5) ou normes similaires ;
- Une expérience confirmée dans les processus de mitigation sociale et de résolution des conflits liés au foncier/aux ressources naturelles ;
- Une disponibilité à effectuer de fréquents déplacements sur le terrain ;
- Une bonne maîtrise du français ;
- La maîtrise de l'arabe (parlé, écrit) est un atout.

Expert topographe

L'expert topographe doit répondre aux exigences suivantes :

- Un diplôme d'ingénieur en topographie ;
- Il doit être inscrit à l'ordre national des Ingénieurs Géomètres Topographes du Maroc (ONIGT) et avoir au minimum 75% des parts sociales dans le cabinet qu'il représente ;
- Avoir au minimum sept (7) ans d'expérience dans des travaux similaires (remembrement rural, immatriculation d'ensemble, lotissement agricole, etc.) ;
- Des compétences confirmées dans la production et gestion des données topographiques et cadastrales avec une bonne maîtrise des outils SIG ;
- Une maîtrise des techniques de cartographie thématique ;
- Une bonne connaissance de la législation foncière et des systèmes fonciers au Maroc ;

- Une expérience de travail similaire au Maroc, en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne.
- Une disponibilité à effectuer de fréquents déplacements sur le terrain chaque fois que c'est nécessaire ;
- Une bonne maîtrise des langues arabe et française ;

Expert informaticien, spécialisé en SIG

L'expert doit répondre aux exigences suivantes :

- Un diplôme d'ingénieur ou universitaire (BAC+5) en informatique avec une spécialisation en Système d'information géographique ;
- Une maîtrise des outils et logiciels informatiques ;
- De bonnes compétences dans le domaine des Systèmes d'Information Géographique (SIG) et de production et gestion des données topographiques et cadastrales ;
- Une bonne connaissance de la législation foncière et des systèmes fonciers au Maroc ;
- Une expérience de sept (7) ans minimum dans des projets similaires et une maîtrise des nouveaux logiciels [élaboration de croquis à l'aide des techniques GPS et SIG, intégration au sein d'un SIG de données hétérogènes, production de cartes thématiques, création et gestion d'un SIG à travers une interface WEB] ;
- Une bonne maîtrise de la langue française (parlé, écrit) ;
- Une expérience de travail similaire au Maroc, en Afrique du Nord ou en Afrique subsaharienne.

Expert genre, spécialiste en milieu rural

Le spécialiste genre doit avoir :

- Un diplôme universitaire en sciences sociales (BAC+5) ;
- Une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dans les domaines du développement socioéconomique et du genre ;
- Une expérience dans l'analyse et la conception des programmes sensibles au genre dans le domaine du rural et particulièrement dans le domaine du foncier ;
- Une expérience dans la conception de programmes visant l'amélioration de l'accès des femmes au foncier et leur participation à la gestion des terres ;
- Une expérience dans la conduite de focus groupes et dans la collecte de l'information ;
- Une expérience en matière de régularisation des droits fonciers et de résolution des litiges;
- Une familiarité avec l'approche de sensibilisation participative et la conception et l'utilisation des outils d'enquête ;

- La connaissance des outils et des modèles d'analyse de genre est un atout ;
- Une expérience de travail similaire dans les pays d'Afrique du Nord, de préférence au Maroc ;
- L'aptitude de travailler en français (parlé et écrit) et en arabe (parlé et écrit).

Qualifications du personnel non clés

Tous les personnels non clés du projet seront mobilisés pour assurer le bon déroulement de la mission tout en assurant la continuité et la complémentarité du travail du personnel clés. Le prestataire peut proposer d'autres personnels non-clés, s'il le juge nécessaire, pour mener à bien la prestation.

Expert Juriste, spécialiste foncier

L'expert juriste doit répondre aux exigences suivantes :

- Un diplôme universitaire en droit (BAC+5) ;
- Une expérience de sept (7) ans au minimum dans le domaine du foncier ou dans des domaines ayant une complexité juridique similaire ;
- Une expérience confirmée dans l'analyse des textes juridiques et l'élaboration de projets de textes de réformes ;
- Une expérience pratique confirmée dans l'adaptation des textes juridiques avec des situations de fait ;
- Une expertise dans la préparation des documents d'analyse et de recommandations liés au droit foncier et à la gestion foncière ;
- Des compétences prouvées dans la législation foncière et des mécanismes de règlement des litiges fonciers ;
- De l'expérience dans la conduite des campagnes de sensibilisation et de communication sur les droits fonciers ;
- Des aptitudes à travailler en français (parlé et écrit) et en arabe (parlé et écrit) sont exigées.

Expert Agro-économiste

L'expert agro-économiste doit avoir :

- Un diplôme d'ingénieur d'une école d'agronomie ou similaire avec une expérience professionnelle de sept (7) ans minimum dans des projets semblables ;
- Une expérience dans des projets de développement rural. L'expérience dans des projets liés au foncier rural est préférable ;
- Une expérience dans l'élaboration et le déroulement des enquêtes socioéconomiques ;
- Une expérience confirmée dans l'analyse des sols ;
- Une expérience similaire au Maroc ou dans d'autres pays de l'Afrique du nord est un atout ;
- Une aptitude à travailler en français (parlé et écrit) et en arabe (parlé et écrit) ;
- Une disponibilité à effectuer des déplacements fréquents sur le terrain.

Spécialiste Coordonnateur de projet

Le spécialiste Coordonnateur de projet doit avoir :

- Un diplôme universitaire (BAC+4) en gestion des ressources humaines, ou en gestion de projet, ou équivalent ;
- Une expérience dans la gestion des équipes sur le terrain (enquêteurs, animateurs, etc.);
- Une expérience confirmée et récente dans les sujets liés à la propriété foncière et à l'utilisation des terres ou dans des projets d'une complexité similaire ;
- Une bonne connaissance de l'arabe, de la darija et du français.

Spécialiste enquêteur socio-économique

Le spécialiste enquêteur socio-économique doit avoir :

- Un diplôme universitaire (BAC+3);
- Une expérience en matière d'enquêtes socio-économiques en milieu rural de quatre (4) ans minimum) ;
- Une expérience confirmée et récente dans les sujets liés à la propriété foncière et à l'utilisation des terres ;
- Une expérience de manipulation des appareils mobiles pour la collecte de données ;
- Une expérience similaire en Afrique du Nord, de préférence au Maroc ;
- Une bonne connaissance de la darija et de l'arabe est exigée. La maîtrise du français est un atout.

Il est à noter que lors de l'opération d'enquête, chaque équipe d'enquêteurs sera encadrée par un superviseur.

Spécialiste animateur socio-foncier

Le spécialiste animateur doit avoir :

- Un diplôme universitaire (BAC+3) ;
- Une expérience de travail sur des projets similaires de quatre (4) ans minimum ;
- Une expérience pertinente et récente dans les sujets liés à la propriété foncière et à l'utilisation des terres ;
- Une expérience en matière de techniques de communication ;
- Une expérience en Afrique du Nord, de préférence au Maroc ;

Une bonne connaissance de la darija et de l'arabe est exigée. La maîtrise du français est un atout.

Technicien topographe

Le technicien topographe¹¹ doit avoir les qualifications suivantes :

- Un technicien topographe avec trois (3) ans d'expérience au minimum dans des projets similaires ;
- Une maîtrise des logiciels topographiques usuels et du matériel topographique ;
- Une expérience dans le domaine du foncier avec une maîtrise des projets de lotissements agricoles est un atout.
- Une bonne connaissance de la darija et de l'arabe est exigée. La maîtrise du français est un atout.

En cas d'activation de la tranche optionnelle, le chef d'équipe de la tranche de base sera secondé par un chef d'équipe adjoint qui assurera la gestion du projet et la coordination de l'équipe mobilisée dans la tranche optionnelle. Cette équipe sera composée de nouvelles ressources supplémentaires dédiée et ayant les mêmes profils que ceux proposés pour la tranche de base, à l'exception de l'expert informaticien qui travaillera dans les deux zones.

Le **chef d'équipe adjoint** aura les qualifications suivantes :

- Un diplôme supérieur (BAC+5) ;
- Une expérience de sept (7) ans au minimum, au cours des quatorze (14) dernières années, dans la gestion de projets complexes et de grande ampleur (gestion d'équipes pluridisciplinaires de grande taille, gestion de la qualité, gestion d'environnements institutionnels complexes, gestion des risques socioéconomiques liés aux questions foncières) ou de projets multisectoriels ;

¹¹ Des techniciens topographes seront affectés pour partie aux équipes du bureau, et pour partie aux brigades topographiques du terrain.

- Des compétences dans des domaines tels que le droit foncier, l'administration foncière, et la formalisation du foncier ;
- Des aptitudes de communication avec une gamme variée d'interlocuteurs (parties prenantes, populations) ;
- La maîtrise du français (parlé et écrit) ;
- La maîtrise de l'arabe est un atout ;
- L'expert doit être disponible pour effectuer de fréquents déplacements sur le terrain.

LIVRABLES

Le prestataire préparera et soumettra tous les livrables sous format papier et sur support électronique. Tous les livrables seront rédigés en français y compris les PV des réunions avec le maître d'ouvrage et les parties prenantes institutionnelles. Toutefois, les PVs de réunion avec la population concernée seront rédigés en arabe et, le cas échéant, en français à la demande du maître d'ouvrage. Le prestataire devra assurer la traçabilité des différentes versions remises (auteurs, dates, circuits de validation interne au prestataire, n° de versions).

Les livrables doivent être adressés à l'Agence MCA-Morocco ou à toute autre personne mandatée par elle avec accusé de réception. A l'exception des livrables pour lesquels un nombre des exemplaires est déterminé, le prestataire doit fournir au moins un exemplaire sous format papier pour la version préliminaire et un autre pour la version finale.

Calendrier des livrables

Le tableau ci-dessous énumère les livrables et leurs délais de livraison.

M : date de mobilisation

*Hors délai de validation

Tâches		Livrables	Délais pour tranche de base*	Délais pour tranche optionnelle*
Tâche « A » : Elaboration de la démarche méthodologique		A- Elaboration de la démarche méthodologique	M + 1	M + 1
Tâche « B » : Activités transversales à l'opération de melkisation	Tâche B-1 : Evaluation de l'impact social	B-1-1 CPR	M + 6	M + 6
		B-1-2 Rapport relatif à l'état de référence social et au PGS	M + 18	M + 16
		B-1-3 PARs/PRMEs spécifiques	M + 19,5	M + 17,5

Tâches		Livrables	Délais pour tranche de base*	Délais pour tranche optionnelle*
	Tâche B-2 : Conception et mise en place d'un Système d'information avec sa composante géographique (SIG)	B-2-1 Projet de Système d'information avec sa composante géographique (SIG)	M + 1,5	M + 0,5
		B-2-2 Installation du SIG	M + 2	M + 1
	Tâche B-3 : Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)	B-3 : PEPP mis à jour	M + 3	M + 1,5
Tâche « C » : Mise en œuvre effective de la melkisation	Tâche C-1 : Appui à l'Etablissement de la liste des Ayants droit (AD)	C-1 : Appui à l'établissement des listes des AD	M + 7	M + 6
	Tâche C-2 : Reconnaissance et délimitation de l'assiette foncière de la CE à melkiser	C-2 : Reconnaissance des terrains collectifs objet de melkisation	M + 9	M + 8
	Tâche C-3 : Enquête de terrain	C-3-1 : Supports de l'enquête de terrain	M + 3	-
		C-3-2 : Rapport sur les résultats de l'enquête	M + 16	M + 14
	Tâche C-4. Etablissement du plan de lotissement	C-4 : Etablissement du plan définitif de lotissement	M + 19,5	M + 17,5
	Tâche C-5: Exécution du plan définitif de lotissement	C-5 : Etablissement des dossiers techniques cadastraux et fonciers de lotissement et PVs d'installation	M + 25	M + 23
	Tâche C-6 : Constitution des dossiers de melkisation pour attribution des lots aux AD	C-6-1 : Appui à l'élaboration des arrêtés conjoints d'attribution	M + 26	M + 24
		C-6-2 : Dossier de melkisation	M + 26,5	M + 24,5
Tâche « D » : Capitalisation de la démarche		D- Rapport final sur le processus de melkisation	M + 27	M + 25

Les livrables seront remis initialement sous la forme d'une version préliminaire qui sera, soit acceptée en l'état et devenir de fait la version finale, soit faire l'objet d'observations et de demandes de modification et/ou de compléments. Dans ce dernier cas, le prestataire devra prendre en charge les commentaires et modifications proposés et produire un nouveau livrable en conséquence. Au cas où le livrable n'est pas accepté, il devra être repris jusqu'à son acceptation définitive.

La validation ou la reprise des livrables se fera dans les délais suivants :

	Délai de validation par l'Agence MCA-Morocco	Délai de reprise par le prestataire
Première version du livrable	7 jours ouvrables	5 jours ouvrables
Versions ultérieures jusqu'à validation définitive	5 jours ouvrables	3 jours ouvrables

Il est à noter que les délais de validation et de reprise précisés ci-dessus ne sont pas compris dans les délais de réalisation des livrables.

Rapports trimestriels

Le prestataire est tenu de livrer des rapports trimestriels décrivant l'état d'avancement de la réalisation de la prestation, les différentes difficultés rencontrées ainsi que les solutions appliquées.

La livraison de ces rapports se fera selon la cadence présentée dans le tableau ci-dessous.

Livrables	Tranche de base	Tranche optionnelle
E- Rapports trimestriels	M + 3	M + 3
	M + 6	M + 6
	M + 9	M + 9
	M + 12	M + 12
	M + 15	M + 15
	M + 18	M + 18
	M + 21	M + 21
	M + 24	M + 25
	M + 27	

Le format et le canevas spécifique des rapports seront mis au point et validés en concertation avec l'Agence MCA-Morocco, il devra contenir **au minimum les éléments suivants** :

- ✓ Présenter l'état d'avancement de chaque tâche et pour chaque collectif, qui sera présenté sous format d'un tableau de bord avec des indicateurs de suivi qui permettent de refléter le degré de réalisation atteint et les retards engendrés;
- ✓ Résumer les différents obstacles rencontrés lors de la réalisation des travaux et les solutions appliquées et détailler les problèmes non résolus avec une proposition à leurs dépassements;
- ✓ Faire le bilan de la mobilisation effectuée et proposer des plans de charge, notamment le niveau d'effort passé et en prévision de tous les employés clés et non clés, pour les étapes à venir dans un horizon qui sera déterminé en commun accord avec l'Agence MCA-Morocco;
- ✓ Une description des activités du prestataire et du plan d'action, comprenant un calendrier du projet, une analyse des écarts éventuels observés par rapport aux prévisions et les mesures correctives proposées ;
- ✓ Une compilation des statistiques sociales (désagrégées par sexe) et techniques en relation avec les activités survenues pendant le mois pour l'ensemble des collectifs. L'évolution de ces statistiques depuis l'ordre de service de commencement de la prestation devra être présentée également ;
- ✓ Une capitalisation de l'expérience de l'opération de melkisation mise en œuvre selon l'état d'avancement du processus de melkisation ;
- ✓ Des cartes récapitulant l'avancement des réalisations et les objectifs atteints, et une carte finale de melkisation par collectif lorsque le processus de melkisation est achevé;
- ✓ Un récapitulatif des différentes requêtes (numériques/géographiques, simples/croisées) formulées par l'Agence MCA-Morocco et ses partenaires ;
- ✓ Un récapitulatif des réunions tenues avec les parties prenantes ;
- ✓ Un récapitulatif des réunions tenues avec l'équipe DFR de l'Agence MCA-Morocco.

Le projet de rapport trimestriel devra être présenté dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter du dernier jour du troisième mois. Le rapport trimestriel final devra être présenté dans un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception des remarques de l'Agence MCA-Morocco le cas échéant.

Il est à noter que les rapports périodiques relatifs au suivi de la mise en œuvre des PARs/PRMEs seront présentés séparément des autres livrables périodiques cités ci-dessus. Ils suivront toutefois la même logique de production de ces livrables.

Autres livrables

En dehors des échanges entre le prestataire et l'Agence MCA-Morocco autour des livrables, le prestataire devra rendre compte régulièrement au Directeur du foncier rural de l'Agence MCA-Morocco de l'état d'avancement des activités et d'éventuelles difficultés. Une

réunion de démarrage se tiendra après la signature du contrat et la notification de l'ordre de service de commencement au prestataire. Le prestataire sera représenté par, au moins, les membres du personnel clé, comme décrits dans les présents TDR. La réunion de lancement aura pour objectif d'aborder toutes les questions relatives au contrat et de préciser les différentes attentes de chacun. En outre, l'Agence MCA-Morocco et le prestataire devront convenir au moment du démarrage de la prestation des modalités de suivi (réunions périodiques, réunion « à la demande », etc.).

Des réunions régulières sont prévues avec le groupe de travail technique et d'autres membres compétents. Le prestataire peut également être appelé à participer à des réunions de coordination ou d'échange d'informations avec d'autres prestataires exécutant des travaux pour l'Activité Foncier Rural, y compris le prestataire chargé de la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement. Toutes ces activités devront être sanctionnées par des PV.

Enfin, l'Agence MCA-Morocco peut demander des informations périodiques supplémentaires pour réaliser des présentations (powerpoints, etc.).

Le tableau suivant liste les livrables relatifs au reporting que le prestataire devra produire.

Quantité et échéancier des rapports périodiques

<u>Livrable</u>	<u>Date de soumission des projets de livrables périodiques</u>	<u>Quantités</u>
Rapports trimestriels	Cinq jours ouvrables à partir de la fin du 3 ^{ème} mois	4 par an
Comptes rendus et Procès-verbaux de réunions/consultations publique, etc.	Deux jours ouvrables après la date de chaque réunion	Autant que requis

Rapport de sortie du projet

Six mois avant la fin du contrat, le prestataire devra établir une situation précise de l'état d'avancement du projet pour chaque collectif et proposer un plan de travail afin d'accélérer sa mise en oeuvre sur le terrain. Cette planification se fera en concertation avec l'Agence MCA Morocco et le rapport de sortie du projet sera mis à jour régulièrement, et de manière de plus en plus fréquente, au fur et à mesure que la date de fin du contrat approche.

Contrôle de qualité

Le prestataire devra proposer et mettre en place ses propres méthodes de contrôle interne de la qualité pour l'exécution des tâches et la production des livrables à soumettre.

Pour tous les livrables, le contrôle de la qualité consiste en leur examen par l'Agence MCA-

Morocco par rapport aux exigences convenues et négociées avec le prestataire. Les méthodes de contrôle de la qualité à appliquer aux données recueillies sur le terrain par le prestataire seront basées sur les normes d'enquête établies pour la Melkisation dans les supports d'enquête.

Une certification de qualité peut être exigée, ponctuellement, avant la soumission des factures à l'Agence MCA-Morocco pour paiement. Dans le cadre des rapports trimestriels sur l'état d'avancement, l'Agence MCA-Morocco pourra procéder à la vérification périodique d'un échantillon de travail complété par le prestataire conformément aux spécifications techniques élaborées dans les présents termes de référence. Si des erreurs ou des insuffisances sont constatées, le prestataire devra faire les corrections à ses propres frais. Si des irrégularités dans le travail du prestataire sont constatées et dont la correction est jugée insuffisante par l'Agence MCA-Morocco dans une zone particulière, cette dernière se réserve le droit d'exiger que le prestataire reprenne complètement les travaux au niveau de la zone en question à ses propres frais.

CALENDRIER DES LIVRABLES ET DES PAIEMENTS

Le délai maximum de réalisation des prestations objet de cette consultation, tenant compte des périodes de validation, est fixé à **32 mois calendaires** pour la tranche de base et **30 mois calendaires** pour la tranche optionnelle à compter de la date de démarrage de l'exécution des prestations (voir calendrier des livrables pour plus de précisions).

Le paiement sera fait en respectant la répartition des pourcentages équivalents, pour chaque livrable, présentée dans le tableau ci-dessous. Ces paiements se feront après la validation définitive de chaque livrable.

Livrables	Tranche de base		Tranche optionnelle	
	Délai de livraison	Paiement (%)	Délai de livraison	Paiement (%)
A- Elaboration de la démarche méthodologique	M + 1	5,0%	M + 1	5,0%
B-1-1 CPR	M + 6	2,8%	M + 6	2,8%
B-1-2 Rapport relatif à l'état de référence social et au PGS	M + 18	2,2%	M + 16	2,2%
B-1-3 PARs/PRMEs spécifiques ¹²	M + 19,5	0,0%	M + 17,5	0,0%

¹² Le paiement de ce livrable s'effectuera avec le paiement du livrable C-4.

Livrables	Tranche de base		Tranche optionnelle	
	Délai de livraison	Paiement (%)	Délai de livraison	Paiement (%)
B-2-1 Projet de Système d'information avec sa composante géographique (SIG) ¹³	M + 1,5	0,0%	M + 0,5	0,0%
B-2-2 Installation du SIG	M + 2	0,9%	M + 1	0,9%
B-3 : PEPP mis à jour	M + 3	0,7%	M + 1,5	0,7%
C-1 : Appui à l'établissement des listes des AD ¹⁴	M + 7	0,0%	M + 6	0,0%
C-2 : Reconnaissance des terrains collectifs objet de melkisation ¹⁵	M + 9	0,0%	M + 8	0,0%
C-3-1 : Supports de l'enquête de terrain	M + 3	1,2%	-	-
C-3-2 : Rapport sur les résultats de l'enquête	M + 16	15,3%	M + 14	15,3%
C-4 : Etablissement du plan définitif de lotissement	M + 19,5	12,8%	M + 17,5	12,8%
C-5 : Etablissement des dossiers techniques cadastraux et fonciers de lotissement et PVs d'installation	M + 25	32,0%	M + 23	32,0%
C-6-1 : Appui à l'élaboration des arrêtés conjoints d'attribution ¹⁶	M + 26	0,0%	M + 24	0,0%
C-6-2 : Dossier de melkisation	M + 26,5	20,0%	M + 24,5	20,0%
D- Rapport final sur le processus de melkisation	M + 27	0,8%	M + 25	2,0%
E- Rapports trimestriels	M + 3	0,7%	M + 3	0,7%
	M + 6	0,7%	M + 6	0,7%
	M + 9	0,7%	M + 9	0,7%
	M + 12	0,7%	M + 12	0,7%
	M + 15	0,7%	M + 15	0,7%
	M + 18	0,7%	M + 18	0,7%
	M + 21	0,7%	M + 21	0,7%
	M + 24	0,7%	M + 25	1,4%
		100,0%		100.0%

¹³ Le paiement de ce livrable s'effectuera avec le paiement du livrable B-2-2.

¹⁴ Le paiement de ce livrable s'effectuera avec le paiement du livrable C-3-2.

¹⁵ Le paiement de ce livrable s'effectuera avec le paiement du livrable C-3-2.

¹⁶ Le paiement de ce livrable s'effectuera avec le paiement du livrable C-6-2.

Une exception sera faite pour les livrables C-3-2, C-4, C-5 et C-6-2 : leur paiement se fera selon l'état d'avancement des travaux qui seront réceptionnés.

Le tableau ci-après donne la répartition de paiement à adopter selon les pourcentages d'avancement des travaux pour chaque livrable :

	X >=30%	X >=50%	X >=85%	X >=95%	X =100%	Total
C-3-2 : Rapport sur les résultats de l'enquête	1,4%	3,1%	4,6%	5,4%	0,8%	15,3%
C-4 : Etablissement du plan définitif de lotissement	1,3%	2,6%	3,8%	4,5%	0,6%	12,8%
C-5 : Etablissement des dossiers techniques cadastraux et fonciers de lotissement et PVs d'installation	3,2%	6,4%	9,6%	11,2%	1,6%	32,0%
C-6-2 : Dossier de melkisation	2,0%	4,0%	6,0%	7,0%	1,0%	20,0%

X = Pourcentage d'avancement des travaux par surface brute par collectif ou groupe de collectifs suivant l'approche proposée.

Exemple pour le livrable C4: Si le prestataire arrive à réaliser les plans de lotissement pour 26 000 bruts (sur 50 556 ha bruts, soit 51% de la surface totale brute), alors il aura droit à un paiement de 2,6% (sur 12.8% réservés au livrable).

Étant donné que le prestataire recevra une partie du paiement en fonction de l'avancement des réalisations complétées, les rapports trimestriels à ce stade seront accompagnés de la documentation appropriée attestant que le processus a été suivi et que les prestations ont été correctement exécutées. Ces documents peuvent inclure des rapports de contrôle de la qualité, une certification par les équipes de soutien technique ou d'autres outils ou rapports qui documenteront et certifieront le travail effectué.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de valider, réajuster ou annuler le pourcentage (X) présenté par le prestataire. Les modalités de paiement sont les mêmes pour les deux tranches (de base + optionnelle).